Stratégies des entreprises chinoises dans le domaine des TIC en Asie du Sud-Est : un élément central de l'intégration régionale

*Chinese ICT Business Strategy in Southeast Asia: A Central Element of Regional
Integration*

Ping Huang et Michèle Rioux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2848>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.2848

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Ping Huang et Michèle Rioux, « Stratégies des entreprises chinoises dans le domaine des TIC en Asie du Sud-Est : un élément central de l'intégration régionale », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 55 | 2016, mis en ligne le 29 juin 2016, consulté le 15 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2848> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.2848

Ce document a été généré automatiquement le 15 juin 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la
Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Stratégies des entreprises chinoises dans le domaine des TIC en Asie du Sud-Est : un élément central de l'intégration régionale

Chinese ICT Business Strategy in Southeast Asia: A Central Element of Regional Integration

Ping Huang et Michèle Rioux

- 1 L'intégration mondiale de l'économie chinoise repose fortement sur la croissance du secteur des TIC (Schiller, 2007) ainsi que sur une intégration régionale forte (Lemoine, 2007). L'intérêt de la Chine pour l'Asie du Sud-Est et le resserrement des liens bilatéraux avec ses États membres n'est pas nouveau. Toutefois, il évolue en fonction des conjonctures nationales et régionales. Au cours des dernières années, les processus continus de réforme économique menés par Pékin ont modifié les rapports entre les acteurs, plus particulièrement entre les gouvernements et les entreprises (Child et Rodriguez, 2005). Les acteurs étatiques dominent toujours officiellement dans les processus de prise de décision, mais les firmes multinationales se voient attribuer un rôle plus important en tant qu'agents diplomatiques (Strange, 1992), un rôle qui se développe notamment par le biais de différentes dispositions incluses dans les accords régionaux participant au processus d'intégration. Dans cette perspective, les accords signés par les États contribuent à l'émergence de modèles d'intégration axés sur un rôle accru des acteurs privés dans les processus d'intégration (Rioux, 2007). Cette nouvelle diplomatie entre États et entre firmes nous semble être un élément structurant des dynamiques d'intégration régionale en Asie.
- 2 Le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) est identifié en 2001 comme étant un domaine prioritaire de coopération¹. À l'aube de la deuxième décennie de XXI^e siècle, Pékin a multiplié les échanges diplomatiques et les projets relatifs aux TIC en Asie du Sud-Est². Parallèlement, les entreprises chinoises spécialisées

en télécommunication augmentent leurs investissements dans la région. Il n'est pas inutile de rappeler que la Chine et l'Asie du Sud-Est sont des centres mondiaux de production des TIC ; ils en assurent plus de deux tiers des exportations mondiales. Mais si on regarde la nature des exportations chinoises, une grande partie consiste en réexportations (c'est-à-dire en importations destinées à être réexportées après assemblage et transformation). Les chiffres douaniers confirment que les échanges ANASE-Chine³ en matière de produits des TIC occupent les premiers rangs des échanges bilatéraux. Sur le plan des infrastructures, la situation de sous-développement numérique est particulièrement marqué dans les pays les plus pauvres (Laos, Cambodge) lesquels constituent ainsi un marché particulièrement prometteur. Ceci explique que les équipementiers et les opérateurs de télécommunications chinois sont devenus des acteurs principaux de déploiement des réseaux de télécommunication dans les pays du sud-est asiatique. Ces mouvements nous amènent à penser que les TIC offriraient un axe transversal important pour les relations économiques et politiques entre la Chine et l'ANASE. Le déploiement des chaînes de valeur par les entreprises chinoises est ainsi articulé dans une relation stratégique avec les processus d'intégration régionale.

- 3 L'objectif de cet article est d'analyser les rôles de l'État et des entreprises dans l'évolution de la relation Chine-ANASE TIC. Nous examinons plus spécifiquement les liens entre les stratégies développées par le gouvernement chinois et par les entreprises. L'article est organisé en deux parties. La première se consacre à la diplomatie d'entreprise adoptée par le gouvernement chinois et retrace l'évolution des relations Chine-ANASE. Dans la deuxième partie, nous démontrons que les chaînes de valeur des TIC constituent un élément clé des relations bilatérales Chine-ANASE tout en retraçant l'évolution récente de l'industrie chinoise des TIC et les conséquences potentielles de cette évolution sur l'intégration régionale.

1. La diplomatie d'entreprise chinoise : une politique de charme pour un nouveau cadre de diplomatie régionale

- 4 Jusqu'au début des années 2000, peu d'observateurs croyaient en la capacité de l'ANASE à réaliser une intégration régionale, et ceci en raison des anciens antagonismes entre ses membres en termes de souveraineté et de l'absence de puissances dominantes régionales (De Rocher, 2001 ; Acharya, 2004 ; Badlwin, 2007). Néanmoins, comme le remarque Deblock (2007), l'Asie du Sud-Est a connu des évolutions récentes marquées par un mouvement accéléré d'intégration économique. Plusieurs facteurs viennent façonner cette nouvelle dynamique, notamment la prise de conscience par les États membres de l'ANASE de l'importance de demeurer unis dans les négociations internationales et l'implication extrêmement active de la Chine qui, avec sa « politique de charme » (Munakata, 2004), est devenue le partenaire commercial privilégié de la région.
- 5 L'économie constitue l'une des principales sources de *soft power* de la Chine et offre de nombreuses possibilités pour ses politiques étrangères (D'hooghe, 2011). Des études confirment l'existence d'une corrélation directe entre les politiques des institutions en Chine et les comportements et décisions d'internationalisation des entreprises chinoises (Scott, 2002 ; Buckley et al., 2007). Les premiers investissements chinois, chiffrés à quelque 50 millions de dollars et réalisés dans 23 pays du monde entier, s'amorcent avec

le début de la libéralisation économique de Deng Xiaoping. L'objectif est d'accroître l'influence du pays sur la scène internationale aussi bien sur le plan politique qu'économique (Wu et Chen, 2001). A la fin des années 1990, les pays du sud-est asiatique sont devenus une destination populaire pour les investisseurs chinois, dans la mesure où la proximité culturelle des réseaux de la diaspora chinoise constitue un incitateur important (Brown, 1995 ; Yeung et Olds, 2000 ; Frost, 2005). Mais c'est avec la politique « Go global » (ou « Going out ») annoncée en 2000 que les processus d'internationalisation des entreprises ont connu une forte accélération. Initialement destinée aux sociétés d'État, cette politique s'ouvre ensuite aux entreprises privées. Les soutiens des gouvernements centraux et locaux s'accompagnent souvent d'une activité diplomatique intense et de prêts à long terme avec des intérêts avantageux. Les motifs identifiés incluent l'approvisionnement en matières premières et en énergie, l'augmentation des exportations et le renforcement de la performance des grandes entreprises d'État (Cai, 1999), l'ouverture et l'intégration du pays à l'économie mondiale (Zhang, 2003), la recherche de ressources naturelles (Wu et Sia, 2002), ainsi que l'élimination des barrières fiscales ou administratives relatives aux investissements directs (Sauvant, 2005).

- 6 Les politiques destinées à l'industrie des TIC ont considérablement évolué au cours des dernières années. L'avantage compétitif de la Chine est basé sur le faible coût de sa main-d'œuvre, mais les autorités ont multiplié les efforts pour développer des innovations locales. En même temps, les entreprises chinoises ont reconstitué leurs activités pour réorienter l'investissement dans des millions de chaînes de production à plus forte valeur ajoutée et céder progressivement les activités de production à forte intensité de main-d'œuvre aux fabricants d'Asie du Sud-est. La progression récente du coût de la main-d'œuvre en Chine accélère la délocalisation des usines chinoises en Asie du Sud-est où les salaires restent plus bas. Les groupes chinois, moyens et grands, publics et privés, sortent de leurs frontières, pour opérer de plus en plus chez leurs voisins du sud-Est. C'est dans ce contexte que se dessine une nouvelle diplomatie commerciale régionale sur l'axe Chine-ANASE.
- 7 Les années 1990 et 2000 ont été marquées par la prise de conscience de la nécessité d'une articulation plus rigoureuse de l'identité asiatique de la Chine alors que celle-ci a commencé à s'impliquer activement dans les plateformes de négociations multilatérales et régionales (Xue, 2009)⁴. La signature en 2002 du *Protocole de l'accord-cadre de coopération économique globale Chine-ANASE* est une des réalisations importantes qui a permis de créer la plus grande zone de libre-échange au monde, en termes de population (1,9 milliard de personnes). Ce n'est qu'après le 18e congrès du Parti Communiste Chinois (PCC) que Pékin a mis en avant une « diplomatie de grande puissance à caractéristiques chinoises » visant officiellement à permettre à la Chine « de mieux jouer le rôle de grand pays responsable sur la scène internationale, [...] de soutenir et de parler pour les pays en voie de développement » (Chen et Xu, 2015). En ce qui concerne l'Asie du sud-est, la Chine s'est attachée à mettre en place un cadre de « 2+7 coopérations » destiné à « une décennie de diamant », tel que l'a affirmé le premier ministre chinois – Li Keqiang, au 17e Sommet ANASE-Chine⁵.
- 8 De nouveaux dispositifs financiers et diplomatiques ont été mis en place. On peut citer, la version améliorée de la Zone de libre-échange Chine- ANASE, le Fonds de la Route de la Soie, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). Plusieurs de ces projets ont pour but de financer les infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunication en Asie. De plus, un nouveau modèle de coopération bilatérale est mis

en avant par la Chine : l'implantation dans les pays hôtes de Zones Économiques Spéciales (ZES) lesquelles, selon les autorités chinoises, sont des éléments d'une politique de grappe visant à regrouper les entreprises sur un territoire afin de leur permettre « d'augmenter les exportations, d'améliorer leurs capacités d'innovation et de promouvoir le développement commun avec les pays d'hôtes »⁶.

- 9 La Chine semble s'être résolue à poursuivre une diplomatie de bon voisinage en s'appuyant essentiellement sur le levier économique dans le cadre de ses relations avec l'Asie du Sud-Est. Les pays de l'ANASE, comme la Chine, poursuivent une approche dite « pragmatique », préférant ne pas mêler les négociations commerciales et les tensions territoriales. Si les médias rapportent chaque semaine de nouvelles disputes liées au conflit territorial au bord de la mer de Chine méridionale, les échanges commerciaux et les négociations de libre-échange (ANASE+Chine, ou le Regional Comprehensive Economic Agreement) continuent de progresser. Cette diplomatie demeura la priorité première de la politique étrangère chinoise (Zhao, 2014).
- 10 Qu'en est-il des flux commerciaux sur le terrain ? La Chine devient, à partir de 2010, le plus grand partenaire commercial de l'ANASE qui est le deuxième fournisseur d'importations de la Chine. Le volume du commerce entre la Chine et les dix membres de l'ANASE a triplé de 2004 à 2014, passant de 105,9 milliards de dollars américains à 366 milliards de dollars américains (Tableau 1).

Tableau 1. Les dix premiers partenaires commerciaux de l'ASEAN en 2014

Partenaires commerciaux pays/régions	Valeur (en millions de dollars américains)			Pourcentage		
	Exportations (X)	Importations (M)	Total	X	M	Total
ANASE	329 700,42	278 617,63	608 318,0	25,5	22,5	24,1
Chine	150 425,25	216 116,37	366 541,6	11,6	17,5	14,5
EU-28	132 484,05	115 847,68	248 331,7	10,2	9,4	9,8
Japon	120 248,92	108 827,27	229 076,2	9,3	8,8	9,1
États-Unis	122 377,23	90 040,99	212 418,2	9,5	7,3	8,4
République de Corée	51 659,07	79 814,77	131 473,8	4,0	6,5	5,2
Taiwan, province de la Chine	39 543,73	68 841,91	108 385,6	3,1	5,6	4,3
Hong Kong	85 274,71	14 096,88	99 371,6	6,6	1,1	3,9
Australie	45 345,73	25 027,19	70 372,9	3,5	2,0	2,8
Inde	43 346,53	24 381,93	67 728,5	3,4	2,0	2,7
Total de top dix	1 120 405,6	1 021 612,6	2 142 018,3	86,7	82,6	84,7
Autres	172 228,0	214 671,2	386 899,2	13,3	17,4	15,3
Total	1 292 633,6	1 236 283,8	2 528 917,4	100	100	100

Source: ASEAN Merchandise Trade Statistics Database

<http://www.asean.org/resources/2012-02-10-08-47-55/asean-statistics/item/external-trade-statistics-3>

- 11 La Chine est d'ores et déjà perçue dans l'ANASE comme l'un des principaux investisseurs étrangers, même si elle demeure surtout connue comme le premier récipiendaire des investissements directs provenant du reste du monde. Selon les chiffres officiels publiés dans le dernier rapport d'investissements de l'ANASE, le montant des investissements directs étrangers (IDE) de la Chine (incluant ceux de Hong Kong) en destination de dix pays du Sud-Est asiatique a atteint 13 milliards de dollars américains en 2013, comparativement aux 0,6 milliard de dollars de 2003(AIR, 2014). Ce rythme de croissance

lui a permis de prendre le titre du troisième investisseur dans la région depuis 2005, devancé seulement par le Japon et l'ANASE.

- 12 Les cibles prioritaires de l'IDE chinois sont l'infrastructure, les ressources naturelles, les télécommunications et la finance. On note, entre autres, les ports et les lignes ferroviaires au Cambodge, les opérations minières en Birmanie alors que des entreprises comme ZTE et Huawei sont impliquées dans des projets d'infrastructure de télécommunication en Indonésie et en Malaisie. La facilité d'accès aux financements et le soutien de banques publiques chinoises, notamment de la Banque de développement de Chine et de la Banque d'Exportation et d'Importation de Chine (BEIC) ont joué un rôle important en favorisant les investissements des entreprises chinoises au sein de l'ANASE. Le Fonds de coopération d'investissement Chine-ANASE (CAF) mis en place par le gouvernement en 2009 appuie les efforts des entreprises chinoises dans la région. La croissance significative des projets d'ingénierie signés par les entreprises chinoises est un autre fait marquant. En 2012, le montant total des contrats a atteint 140,1 milliards de dollars américains, concentré principalement dans six pays : Singapour, l'Indonésie, le Vietnam, la Malaisie, la Birmanie et la Thaïlande (Jia, 2014).
- 13 Cette croissance des flux d'investissements a conduit à une concentration des échanges intra-asiatiques qui s'est accompagnée d'un double mouvement lequel aura sans doute des conséquences sur la configuration des réseaux de production : 1) la restructuration de l'industrie chinoise qui transfère progressivement aux fabricants des pays sud-est asiatique les productions à forte intensité de main-d'œuvre pour se concentrer davantage sur les maillons à forte valeur ajoutée, et 2) la montée en puissance des États-membres de l'ANASE dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

2. Les chaînes de valeurs régionales de l'industrie des TIC, un facteur d'intégration économique

- 14 En Chine, le secteur des TIC est le chef de file de l'économie nationale. Au cours de trois dernières décennies, le secteur a enregistré une croissance annuelle moyenne trois fois plus rapide que celle du PIB national, atteignant d'ailleurs 60 % à son plus haut niveau (MST, 2006). En 2012, la valeur ajoutée de l'économie de l'industrie électronique et des TIC a représenté 6,25 % du PIB⁷ et généré un chiffre d'affaires de 1 814 milliards de dollars américains, dont 22,7 % dans le domaine des logiciels et 77,3 % dans le secteur manufacturier. Le secteur a regroupé 16 587 grandes entreprises ou entreprises d'État employant 10 millions de salariés⁸.
- 15 Le secteur des TIC chinois joue également un rôle déterminant dans l'intégration du pays dans l'économie mondiale. Doté d'une industrie des TIC exportatrice, le poids des exportations chinoises de biens du secteur des TIC dans le commerce mondial a quadruplé au cours des dix dernières années, passant de 9,5 % en 2000 à 38,9 % en 2011, soit de 44 à 508 milliards de dollars américains. Ce rythme de croissance a permis au pays de prendre le titre de premier exportateur mondial depuis 2004. Six ans plus tard, en 2010, la Chine est devenue le premier importateur mondial, une place qui était occupée par les États-Unis depuis la révolution informatique. En 2012, le montant des exportations et des importations de biens TIC atteignait 30,7 % du commerce extérieur total du pays (MIIT, 2013). Dans la catégorie des composants électroniques, la part de Chine

représentait 18 % des importations de bien TIC et 41 % de toutes les exportations à l'échelle mondiale (incluant Hong Kong, UNCTAD, 2014)⁹.

- 16 La catégorie la plus représentative est sans doute celle de la téléphonie mobile pour laquelle la Chine constitue la première base de production mondiale. À titre illustratif, sa part dans la production mondiale de téléphones mobiles atteignait 86,6 % en 2014, avec 1,62 milliard d'unités, soit une augmentation de 406 % par rapport à l'année 1998 (Tableau 2).

Tableau 2. Production et exportations de téléphones mobiles de la Chine

	1998	2005	2011	2014
Ventes mondiales de téléphones (millions d'unités)	174	816	1 614	1 879
Production d'unités en Chine (millions d'unités)	4	304	1 130	1 627
Part de la Chine de la production mondiale (%)	2,3	37,2	70	86,6
Exportations de téléphones mobiles de Chine (millions d'unités)	2	228	880	NA
Part exportée de la production (%)	55	75,2	77,9	NA

Source: Imai et Shiu, 2007; Sturgeon et Kawakami, 2010; Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MITI), 2012, 2014; Gartner, 2015.

- 17 Cette croissance fulgurante s'explique en grande partie par le fait que la Chine occupe une place fondamentale dans la chaîne de production mondiale de la téléphonie mobile dans la mesure où elle est la principale destination des produits provenant des exportateurs de biens TIC de la région. Un peu moins des deux tiers des importations (64 %) pour la réexportation proviennent des pays asiatiques, dont les pays de l'ANASE, le Japon et la Corée du Sud (ADBI, 2010). Plus généralement, à l'échelle mondiale, la Chine, avec les quatre principaux pays producteurs de l'Asie du Sud-Est, à savoir Singapour, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines, capturent une part importante du marché mondial des TIC. En 2012, ils représentaient, à eux seuls, presque 36 % des importations et 53 % des exportations mondiales (Tableau 3). Ces liens étroits importation/réexportations révèlent que le secteur des TIC constitue une importante dimension de la coopération bilatérale (Tableau 3).

Tableau 3. Exportations et importations de marchandises TIC
(par ordre de volume en 2012, en millions de dollars des États-Unis)

Pays exportateur	Rang	2012	Part mondiale %	Pays importateur	Rang	2012	Part mondiale %
Chine	1	554 310	30	Chine	1	355 563	18
Chine, Hong Kong	2	207 900	11	Chine, Hong Kong	3	225 756	11
Singapour	4	155 985	6	Singapore	5	88 895	4
Malaisie	8	63 460	3	Malaisie	12	45 359	2
Thaïlande	12	10 687	2	Thaïlande	16	29 260	1
Philippines	17	15 326	1				

Source : UNCTAD, 2014

- 18 Les facteurs géostratégiques rentrent également en ligne de compte pour la Chine. L'ANASE devient aujourd'hui un terrain important pour les grandes puissances, à savoir,

les États-Unis, le Japon, la Chine, et dans une moindre mesure, l'Inde, en raison de sa position géostratégique et de ses riches réserves en ressources naturelles. Depuis le début des années 2000, une série de mécanismes bilatéraux ont été mis en œuvre. La Chine et l'ANASE ont signé un mémorandum en 2003 qui a mis en avant une coopération privilégiée en matière de TIC, incluant la formation de ressources humaines, le développement de technologies et la mise en œuvre de l'e-ANASE. La Chine participe d'ailleurs à la Table Ronde de réglementation des télécommunications de l'ANASE. De plus, une place croissante est accordée au sujet du cyberspace. La Chine a ratifié, en 2009, avec ses partenaires régionaux un « Cadre de coopération sur la sécurité de l'Internet ». On peut aussi mentionner que la quasi-totalité des pays membres de l'ANASE se sont positionnés contre les pays occidentaux en se ralliant à la position chinoise lors de la signature de la résolution portant sur la gouvernance de l'Internet à Dubaï¹⁰. Depuis 2014, un nouveau projet d'envergure est en pleine construction. Il s'agit du « Port d'information » qui deviendrait le « hub d'information » pour la Route de la Soie maritime du XXI^e siècle. On constate donc que les routes du commerce se régionalisent et que se développe une gouvernance régionale à forte composante chinoise.

- 19 Parallèlement à la multiplication d'arrangements institutionnels et d'accords commerciaux, on observe un mouvement d'expansion des entreprises chinoises spécialisées dans les TIC vers les pays d'Asie du Sud-Est où elles ambitionnent de se positionner en tant que leader sur un marché élargi. Les entreprises chinoises disposent des moyens financiers, mais également politiques offerts par les gouvernements chinois, dans le cadre d'une politique d'internationalisation de l'industrie des TIC. Depuis la fin des années 1990, l'équipementier Huawei offre des solutions de réseaux de télécommunications aux transporteurs traditionnels de la région et, depuis, on constate un processus intensifié de régionalisation des grandes firmes chinoises, notamment ZTE, Datang, China Telecom, China Mobile et China Unicom qui viennent solliciter la coopération des entreprises locales (Figure 1). Il est évident que les firmes chinoises incluent les pays de l'ANASE dans leur liste de développement primaire. Comme le déclarait Wang Jianzhou, CEO de China Mobile – le premier opérateur de la téléphonie mobile du monde, lors du Forum d'été de Davos 2008 : « Notre objectif n'est pas les marchés développés tel que l'Europe et l'Amérique du Nord, mais les marchés émergents. Notre premier choix est l'Asie » (MOFCOM, 2008).

Figure 1. La présence des multinationales chinoises au sein de l'ANASE

Source : compilé par les auteurs selon les sources sur <http://www.ca-ict.org>, accès en 2013.

- 20 Au cours des deux dernières années, on constate que le déploiement des fabricants de téléphones intelligents chinois s'inscrit dans un mouvement accéléré. Non seulement les groupes déjà établis comme ZTE, Huawei, Lenovo, TCL, mais aussi les fabricants émergents, tels que Xiaomi, OPPO, Vivo, se sont engagés dans une course à la conquête de ces marchés. Dans le cas de Vivo, quatre filiales ont été créées en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et en Birmanie. Huawei, troisième constructeur mondial de smartphones, a triplé ses ventes régionales en 2014. Quant à Xiaomi, l'entreprise compte lancer plusieurs versions locales pour ses différents marchés dans la région. Cette accélération de la délocalisation est en grande partie due au ralentissement de la demande intérieure en Chine. Au moment de son pic de consommation intérieure, la Chine comptait plus de 6 000 fabricants de téléphones mobiles. Cette tendance a été inversée. Aujourd'hui, il ne reste qu'environ 60 constructeurs sur le territoire chinois, 99 % d'entre eux ont disparu. La China Academy of Telecommunication Research (CATR) a publié un rapport qui montre que le nombre de téléphones mobiles livrés en 2014 était de 452 millions d'unités, soit une baisse de 21,9 % par rapport à l'année précédente¹¹. D'ores et déjà, le marché est entré dans une phase de stagnation. Face aux pressions du marché et de la concurrence internationale, les entreprises chinoises ont été amenées à revoir leurs stratégies. La solution adoptée est de diversifier leurs marchés et produits, ce qui pousse à l'évolution des réseaux de distribution et de production. Pour accéder à de nouvelles clientèles, les entreprises se concentrent davantage sur les marchés du sud-est asiatique et y établissent des installations.
- 21 Par-delà la stagnation du marché chinois, l'augmentation des coûts du travail en Chine, l'accès préférentiel aux marchés ANASE et un réseau de production intégré au niveau régional sont des facteurs qui attirent les entreprises chinoises vers le sud-est du continent. Les fabricants de téléphonie mobiles ZTE et OPPO ont construit des usines de production dans la région, visant à fournir des produits à prix compétitif et à accroître leurs parts de marché. Rappelons que, suite à la signature de l'Accord sur le commerce de services, six pays, dont la Malaisie, les Philippines, le Vietnam, le Laos, la Birmanie et le

Cambodge, s'engagent à ouvrir leur marché des télécommunications à la Chine, créant ainsi un environnement favorable à l'entrée des opérateurs chinois.

- 22 On constate aussi, parallèlement à une stratégie basée sur les coûts, l'importance de la stratégie de différenciation par l'innovation (Porter, 1980). Dans le cas de la Chine, la part des ventes de téléphones intelligents haut de gamme est montée à 17 % de part du marché lors du second semestre 2015, soit une hausse de 7 points en un an (GFK, 2015). Cette transformation conduit les fabricants chinois à développer de nouveaux produits plus sophistiqués pour capter les consommateurs plus exigeants et à se concentrer sur leur capacité d'innovation. Des études confirment un changement stratégique chez les manufacturiers chinois qui cherchent à passer d'un positionnement de fournisseur à bas coût à un positionnement de fournisseur des marchés à forte valeur ajoutée (Gereffi, 2009 ; Sodhi et Tang, 2013). En ce qui concerne le nombre de brevets internationaux déposés, le pays se place d'ailleurs au troisième rang mondial ; mentionnons par exemple que ZTE dépose environ 6 000 demandes de brevet par an auprès de l'Organisation internationale de la propriété intellectuelle (OMPI). Cette capacité d'innovation permet aux fabricants chinois de se moderniser et se positionner comme un maillon essentiel des chaînes de valeur régionale et mondiale de production des TIC.
- 23 De ce point de vue, la Chine a réussi à suivre la trajectoire typique de l'évolution de l'industrie mondiale des TIC. Au cours de trois dernières décennies, les entreprises multinationales ont délocalisé progressivement les éléments manufacturiers situés en bas de la chaîne de production, tels que les activités d'assemblage et de conception basique de produits, vers des zones où les coûts de la main-d'œuvre sont avantageux : des États-Unis vers le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, puis la Chine. Il semble qu'aujourd'hui, les pays du sud-est asiatique reprennent le modèle et bénéficient des délocalisations chinoises.

3. Conclusion

- 24 La Chine se positionne de plus en plus comme une puissance du système régional de l'ANASE en mettant en place une diplomatie ayant l'économie comme moteur. Les stratégies visant le secteur des TIC mises en place par le gouvernement chinois et les entreprises s'insèrent dans une conception plus large qui structure l'évolution de l'intégration régionale de l'Asie du Sud-Est en mettant les entreprises au cœur de la nouvelle diplomatie commerciale Chine-ANASE. Notre analyse confirme que les stratégies de régionalisation des entreprises chinoises se déploient dans le sillage d'une ambition nationale définie qui est l'affirmation de la puissance chinoise au niveau régional. L'intégration de l'Asie passe par le développement de réseaux de production régionaux dans lesquels les firmes jouent un rôle central dans la mesure où elles ont la capacité de peser sur l'organisation des relations entre les États.
- 25 La place de la Chine au sein de ces réseaux a évolué. Les transformations profondes façonnées par la restructuration de l'industrie des TIC ont mis en place une nouvelle forme de diplomatie commerciale dans laquelle la Chine se dirige vers les segments à valeur ajoutée tout en transférant une partie de sa production vers les pays de l'Asie du Sud-Est. Cette redistribution des cartes joue un rôle décisif dans l'expansion des capacités de la Chine et de l'ANASE en termes de production et d'exportation de produits TIC. Cette mutation a contribué à une intégration régionale fondée sur des interconnexions de plus

en plus denses dans la région. Les pays comme les entreprises, chacun agissant en tant qu'unité interdépendante, tissent des liens de coordination et de concurrence qui les intègrent fortement dans les dynamiques de réseaux de production et de commercialisation. Les entreprises basées en Chine se déplacent vers le sud-est pour développer des nouveaux marchés et profiter des coûts de production avantageux, tandis que les pays de l'ANASE, incluant les pays les moins développés, tentent de renforcer leurs positions dans les chaînes de valeur mondiales.

- 26 Reste à savoir comment la distribution du pouvoir et de l'autorité évoluera tout au long des chaînes de valeur. Pour l'instant, la Chine reste un leader incontesté, mais des changements dans son pouvoir relatif pourraient modifier la structuration actuelle des relations économiques et les processus de coopération et d'intégration régionale à plus long terme. Chose certaine, les destins des pays de l'Asie du Sud-Est semblent de plus en plus liés, par des dynamiques de concurrence qui les forcent paradoxalement à coopérer pour façonner l'intégration régionale dans un contexte mondial globalisé.

BIBLIOGRAPHIE

- Acharya, Amitav (2004). "How Ideas Spread : Whose Norms Matter ? Norm Localization and Institutional Change in Asian Regionalism", *International Organization*, vol. 58, n° 2, pp. 239-275.
- Baldwin, Richard (2007). "Managing the Noodle Bowl : The Fragility of East Asian Regionalism", Asian Development Bank, Working Paper Series on Regional Economic Integration, No.7.
- Boisot, Max et John Child (1996). "From Fiefs to Clans and Network Capitalism : Explaining China's Emerging Economic Order", *Administrative Science Quarterly*, vol. 41, pp. 600- 628.
- Brown, Rajeswary Ampalavanar (ed.), (1995). *Chinese Business Enterprise in Asia*, London, Routledge, 256 pages.
- Buckley, Peter, Jeremy Clegg, Adam Cross, Xin Cross, Hinrich Voss et Ping Zheng (2007). "The Determinants of Chinese Outward Foreign Direct Investment", *Journal of International Business Studies*, vol. 38, n° 4, pp. 499-518.
- Cai, Kevin (1999). "Outward Foreign Direct Investment : A Novel Dimension of China's Integration into the Regional and Global Economy", *China Quarterly*, vol. 160, pp. 856-880.
- Chen, Xulong et Xiaohui Xu (2015). (Traduction : Nouvelles stratégies diplomatiques chinoises depuis 18e congrès du PCC). *China Institut of International Studies*. En ligne : http://www.ciis.org.cn/chinese/2015-01/07/content_7580625.htm, consulté mai 2015.
- Child, John et Suzana Rodriguez (2005). "The Internationalization of Chinese Firms : A Case for Theoretical Extension ?", *Management and Organization Review*, vol. 1, n° 3, pp. 381-410.
- Deblock, Christian (2007). *Les États-Unis en quête d'une nouvelle stratégie commerciale pour l'Asie*, Cahier de recherche, CEIM.
- D'Hooghe, Ingrid (2011). "The Expansion of China's Public Diplomacy System", dans Jian Wang (ed.), *Soft Power in China : Public Diplomacy through Communication*, New York, Palgrave Macmillan, pp. 37-56.

Du Rocher, Sophie Boisseau (2001). L'ANASE et les nouvelles règles du jeu, Le régionalisme en Asie du Sud-est à l'épreuve de la mondialisation, *Revue internationale de politique comparée*, vol. 3, n° 8, pp. 395-417.

Gereffi, Gary (2009). "Development Models and Industrial Upgrading in China and Mexico", *European Sociological Review*, vol. 25, n° 1, pp. 37-51.

Imai, Ken et Jingming Shiu (2007). *A Divergent Path of Industrial Upgrading : Emergence and Evolution of the Mobile Handset Industry in China*, IDE Discussion Papers 125, Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organization (JETRO).

Jia, Xiudong (2014). (Traduction : Chine-ANASE, nouvelles stratégies du commerce), *China Institute of International Studies*, 7 novembre 2013. En ligne : http://www.ciis.org.cn/chinese/2013-11/07/content_6438775.htm, consulté juillet 2015.

Lemoine, Françoise (2007). La montée en puissance de la Chine et l'intégration économique en Asie, *Hérodote*, pp. 62-76.

Munakata, Naoko (2004). "Regionalization and Regionalism. The Process of Mutual Interaction", *RIETI Discussion Paper Series* 04-E-006.

Porter, Michael (1980). *Competitive Strategy : Techniques for Analyzing Industries and Competitors*. Free Press, 422 pages.

Rioux, Michèle (2007). "Building the Americas : Governing Market-led Regional Integration", Introduction to Michèle Rioux (ed), *Building the Americas*, Collection Mondialisation et Droit international, Montréal, La Presse de Université de Montréal, 326 pages.

Sauvant, Karl (2005). "New sources of FDI : The BRICs. Outward FDI from Brazil, Russia, India and China", *Journal of World Investment and Trade*, 6, pp. 639-709.

Schiller, Dan (2007). *How to think about information*, Chicago, IL, University of Illinois Press, 288 pages.

Sodhi, ManMohan et Tang, Christopher (2013). "Strategies and tactics of Chinese contract manufacturers and western OEMs (2001-2011)", *International Journal of Production Economics*, vol. 146, n° 1, November 2013, pp. 14-24.

Strange, Susan (1992). "States, Firms and Diplomacy", *International Affairs*, vol. 68, n° 1, pp. 1-15.

Sturgeon, Timothy et Momoko Kawakami (2010). *Global Value Chains in the Electronics Industry*, Policy Research Working Paper No. 5417, WPS5417, Washington DC, The World Bank.

Wu, Hsiu-Ling et Chien-Hsun Chen (2001). "An assessment of outward foreign direct investment from China's transitional economy", *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n° 8, pp. 1235-1254.

Wu, Friedrich et Han-Sia Yeo (2002). "China's rising investment in Southeast Asia : trends and outlook", *Journal of Asian Business*, vol. 18, n° 2, pp. 41-61.

Xue, Li (2009). (Traduction : La diplomatie de la Chine pour l'ANASE, une analyse de la théorie du constructivisme). *Twenty-first century*. En ligne : <http://www.cuhk.edu.hk/ics/21c/issue/extract/0908035.htm>, consulté juin 2015.

Yeung, Henry Wai-Chung et Kristopher Olds (eds.), (2000). *Globalization of Chinese Business Firms*, New York, St.Martin's Press, 352 page.

Zhang, Yongjin (2003). *China's Emerging Global Businesses : Political Economy and Institutional Investigations*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 272 pages.

Zhao, Kejin (2014). *China Turns to Southeast Asia*. Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy. En ligne : <http://carnegietsinghua.org/2014/03/28/china-turns-to-southeast-asia/h621>, consulté juin 2015.

Sources documentaires

ASEAN *Investissement Report 2013-2014 (AIR)*. FDI Development and Regional Value Chains. The ASEAN Secretariat. UNCTAD.

Gartner (2015). *Gartner Says Smartphone Sales Surpassed One Billion Units in 2014*. En ligne :

<http://www.gartner.com/newsroom/id/2996817>, consulté août 2015.

GfK. (2015). *4G smartphones unit share more than doubles in a year, capturing 58 percent in Q2 2015*. 17 août 2015. En ligne : <http://www.gfk.com/news-and-events/press-room/press-releases/pages/4g-smartphones-unit-share-more-than-doubles-in-a-year.aspx>, consulté août 2015.

Ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) (2012). 2011 (Traduction : Bulletin statistique de l'industrie de l'information électronique 2011). En ligne : <http://www.miit.gov.cn/n11293472/n11293832/n12771663/14482310.html>, consulté janvier 2014.

Ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) (2013). 2012 (Traduction : Bulletin statistique de l'industrie de l'information électronique 2012). En ligne : <http://www.miit.gov.cn/n11293472/n11293832/n11294132/n12858387/15173031.html>, consulté janvier 2014.

Ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) (2015). 2014 (Traduction : Bulletin statistique de l'industrie de l'information électronique 2014). En ligne : <http://www.miit.gov.cn/n11293472/n11293832/n11294132/n12858462/16471108.html>

Ministère de la science et de la technologie (MST) (2006). *Rapport sur le développement des TIC en Chine*.

Ministère du Commerce de la Chine (MOFCOM) (2008). (Traduction : "Internationaliser", le chemin de développement de l'industrie des télécommunications de la Chine - TIC coopération Chine-ASEAN, Rapport numéro trois), 20 octobre 2008. En ligne : http://www.csc.mofcom.gov.cn/csweb/csc/info/Article.jsp?a_no=154719&col_no=129. Consulté mai 2015.

UNCTAD (2014). *Global imports of information technology goods approach \$ 2 trillion*, UNCTAD figures show. 11 February 2014.

Xinhua (2014). *1st China-ASEAN Cyberspace forum opens*. Xinhua, September 18, 2014. En ligne : http://news.xinhuanet.com/english/china/2014-09/18/c_133653564_2.htm, consulté juillet 2015.

NOTES

1. Les cinq premiers domaines clés de coopération sont : les TIC, l'agriculture, le développement des ressources humaines, l'investissement mutuel et le développement du bassin du Mékong.
2. On note parmi ces projets la signature de l'accord de coopération bilatérale Chine-Indonésie en 2010 pour soutenir les échanges et la collaboration des deux pays dans le secteur des TIC; la création du « China-ASEAN Information Harbor Forum » (2015) qui vise à développer les infrastructures et à renforcer l'e-commerce dans la région, pour lequel sera mis en place un nouveau fond s'ajoutant à la Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures et les Fonds de la Route de la soie. En ligne : <http://www.shanghaidaily.com/business/it/China-to-link-ASEAN-via-Internet-and-telecom-fund/shdaily.shtml>.
3. ANASE : Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

4. La naissance des relations diplomatiques entre la Chine et les pays de l'Asie du sud-est remonte à 1950, lorsque le gouvernement chinois reconnaît la République démocratique du Vietnam. Depuis, les politiques extérieures de Pékin ont connu d'importantes mutations. Pendant la période de Mao, la politique étrangère était mise de côté. En fait, elle se limitait aux relations avec les pays communistes (Vietnam, Laos, Cambodge) et du mouvement de non-alignement (Indonésie). Les années 1980 ont été marquées par des réformes vers plus d'ouverture telles que celles de Deng Xiaoping qui a opéré un virage fondamental vers une diplomatie pragmatique et plus active, traduite par une ambition d'affirmation en tant qu'acteur principal dans les affaires régionales. C'est dans ce contexte qu'on a assisté à un tournant des relations Chine-ANASE, avec une multiplication d'activités de coopération commerciales et culturelles effectuées surtout dans un cadre bilatéral.

5. *Take China-ASEAN relations to a new height*. Allocution de Li Keqiang, Premier ministre chinois, au 17ème Sommet ASEAN-Chine, Nay Pyi Taw, Birmanie, 13 novembre 2014, en ligne : http://english.gov.cn/premier/speeches/2014/11/15/content_281475010415762.htm. « 2+7

coopération » se réfère à deux consensus politique dont la promotion de la coopération politique et de sécurité et le développement économique, et les sept domaines prioritaires de coopération qui comprennent la politique, le commerce, la connectivité, la finance, la coopération maritime, la sécurité et le domaine de peuple à peuple, de science et de l'environnement. Voir aussi, « Les cinq aspects de la diplomatie de grande puissance à caractéristiques chinoises », *Le Quotidien du Peuple*, 17 décembre 2014, en ligne : <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n/2014/1217/c31354-8824325.html>, consulté juillet 2015.

6. Ministère du Commerce de la Chine, en ligne : http://www.mofcom.gov.cn/article/zt_jwjmyhzhq/, consulté juillet 2015.

7. À titre comparatif, le pourcentage était de 6,4% aux États-Unis, 6,9% au Japon 6,9%. En ligne : http://www.npc.gov.cn/npc/xinwen/2013-11/12/content_1813242.htm, consulté Janvier 2016.

8. Les statistiques ne recensent que les entreprises appartenant à l'État (SOE) ou celles qui sont non étatiques ayant un revenu annuel supérieur à 3,3 millions de dollars américains et qui sont appelés « entreprises (ayant une dimension) au-dessus de l'échelle » (above scale firm). Le secteur des TIC représente 3,5% de l'ensemble des entreprises de cette catégorie (sur un total de 325 753 entreprises).

En ligne : <http://www.sipo.gov.cn/ghfzs/zltjbb/201310/P020131025653684772148.pdf>, consulté Janvier 2014.

9. UNCTAD, 2014. *Global imports of information technology goods approach \$2 trillion, UNCTAD figures show*.

10. À la conférence de l'UIT, tenue en décembre 2012, les Philippines est le seul pays qui a choisi la non-signature. <http://www.itu.int/en/wcit-12/Pages/default.aspx>

11. Huanqiu, 7 mai 2015. (Traduction : Les marques nationales du téléphone mobile concurrencent sur les marchés étrangers. En ligne : <http://finance.huanqiu.com/roll/2015-05/6370781.html>, consulté juillet 2015.

RÉSUMÉS

La présence chinoise dans les pays du sud-est asiatique n'est pas nouvelle, mais l'ampleur et la forme qu'elle prend au cours des dernières années sont particulières. Pékin a multiplié les projets diplomatiques relatifs aux TIC en Asie du Sud-Est, un tel processus s'accompagne d'un

mouvement d'expansion des entreprises chinoises de télécommunications vers la région. Cet article analyse les nouvelles dynamiques d'intégration régionale et les liens entre les stratégies développées par le gouvernement chinois et par les entreprises. Nos résultats permettent de démontrer que l'évolution de l'industrie chinoise des TIC s'insère dans une ambition nationale définie qui est l'affirmation de la puissance du pays au niveau régional. Ils montrent également que l'intégration de l'Asie passe avant tout par le développement de réseaux de production régionaux dans lesquels les firmes jouent un rôle central.

China's presence in the countries of Southeast Asia is not new, but the extent and the form it has taken in recent years has changed in specific areas. The government has multiplied diplomatic projects related to ICT in Southeast Asia. This process is accompanied by an expansion of Chinese telecommunications companies within the region. This article analyzes the new dynamics of regional integration and inter-linkages between the strategies developed by the Chinese government and enterprises. Our results demonstrate that the evolution of the Chinese ICT industry is part of a national ambition which is the assertion as a regional power. We observe that the Asian integration requires, above all, development of regional production networks in which companies play a central role.

INDEX

Mots-clés : ANASE, chaînes de valeur, Chine, diplomatie d'entreprise, intégration régionale, TIC

Keywords : ASEAN, China, firm diplomacy, ICT, regional integration, value chains

AUTEURS

PING HUANG

Chercheure au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation ping.huang.ph@gmail.com

MICHÈLE RIOUX

Directrice du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation rioux.michele@uqam.ca